



PRÉFET DES VOSGES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement

Arrêté n° 934/2021/DREAL/UD88 du

22 NOV. 2021

portant mise à jour le classement réglementaire des activités pratiquées par l'Université de Lorraine sur le site Philippe Séguin sis à Epinal

Le Préfet des Vosges,
Chevalier de la légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du mérite,

- Vu le code de l'environnement, en particulier son article R.181-45;
- Vu le décret du Président de la République du 28 octobre 2020 portant nomination de M. Yves SEGUY en qualité de Préfet des Vosges ;
- Vu l'arrêté ministériel du 23 mai 2016 relatif à la préparation des combustibles solides de récupération en vue de leur utilisation dans des installations relevant de la rubrique 2971 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 23 mai 2016 relatif aux installations de production de chaleur et/ou d'électricité à partir de déchets non dangereux préparés sous forme de combustibles solides de récupération dans des installations prévues à cet effet associés ou non à un autre combustible et relevant de la rubrique 2971 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2663/2014 du 15 décembre 2014 autorisant l'Université de Lorraine sur le site Philippe Séguin sis à Epinal à exercer ses activités ;
- Vu le dossier de porter à connaissance en date du 24 mars 2021, déposé par l'Université de Lorraine ;
- Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 12 septembre 2021 ;
- Vu la décision de non-soumission à évaluation environnementale en date du 14 octobre 2021 ;
- Vu le projet d'arrêté transmis à l'Université de Lorraine, en date du 21 octobre 2021 ;
- Considérant l'absence d'observations de l'Université de Lorraine, relatif au projet d'arrêté qui lui a été transmis le 21 octobre 2021 ;
- Considérant que la demande déposée par l'Université de Lorraine peut être actée par arrêté préfectoral complémentaire ;
- Considérant que les modifications des conditions d'exploitation ne sont pas substantielles et qu'elles ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients nouveaux mentionnés à l'article L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;
- Considérant que la mise à jour du classement des activités et que la production de chaleur ou d'électricité à partir de déchets non dangereux préparés sous forme de combustibles solides de récupération dans une installation prévue à cet effet n'impose pas de nouvelles prescriptions ;
- Considérant que l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques n'est pas requis ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Vosges,

ARTICLE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1-1 EXPLOITANT

L'Université de Lorraine dont le siège social est situé 34, cours Léopold à Nancy (54000) est autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2663/214 du 15 décembre 2014 à exercer ses activités sur le site Philippe Séguin situé 27 rue Philippe Séguin à Epinal (88000).

ARTICLE 1-2 MISE À JOUR DES ACTIVITÉS

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2663/2014 du 15 décembre 2014 est modifié comme suit.

L'Université de Lorraine est autorisée à exploiter sur le site Philippe Séguin à Epinal les installations classées suivantes :

Activité et volume encadrés par les actes administratifs en vigueur	Rubrique	Régime	Volume d'activité
Installation de production de chaleur ou d'électricité à partir de déchets non dangereux préparés sous forme de combustibles solides de récupération dans une installation prévue à cet effet associés ou non à un autre combustible.	2971-2	A	Installations intégrées dans une unité de développement
Ateliers où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues.	2410-1	E	La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation est de 466 kW
Combustion > 1MW et < 20MW	2910-A2	DC	2,145 MW

L'installation est une installation expérimentale de recherche, de développement et d'essais visant de nouveaux produits et procédés ou à améliorer les processus de traitements thermiques des CSR et traite moins de 50 tonnes de CSR par an.

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2663/2014 du 15 décembre 2014 ;
- l'arrêté ministériel du 23/05/16 relatif aux installations de production de chaleur et/ou d'électricité à partir de déchets non dangereux préparés sous forme de combustibles solides de récupération dans des installations prévues à cet effet associés ou non à un autre combustible et relevant de la rubrique 2971 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 2 – UNITÉ DE GAZÉIFICATION ET INSTALLATION DE COMBUSTION BRÛLANT DU SYNGAZ

ARTICLE 2-1 CARACTÉRISTIQUE DU COMBUSTIBLE

L'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2663/2014 du 15 décembre 2014 est modifié comme suit :

L'unité de gazéification de l'établissement produit du syngaz à partir :

- de matières végétales ou forestières ;
- de déchets végétaux ne contenant pas ni composées organiques halogénés, ni métaux toxiques ;
- de déchets non dangereux préparés sous forme de combustibles solides de récupération.

Ce gaz combustible est ensuite brûlé dans l'installation de combustion.

L'établissement n'est pas autorisé à réaliser la préparation des combustibles solides de récupération.

Les combustibles solides de récupération devront être préparés dans des installations prévues à cet effet et sont conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 23/05/16 relatif à la préparation des combustibles solides de récupération en vue de leur utilisation dans des installations relevant de la rubrique 2971 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 3 - EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'Université de Lorraine et dont une copie sera déposée en mairie d'Épinal.

Une copie de cet arrêté sera affichée à la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois et affichée en permanence de façon visible sur le site de l'exploitation par les soins de l'Université de Lorraine.

De plus, une autre copie de cet arrêté sera publiée sur le site internet de la préfecture des Vosges, pour une durée minimum de quatre mois.

Fait à Épinal, le 22 NOV. 2021

Le Préfet,

Par délégation, le Sous-Préfet,
Secrétaire Général

David PERCHERON

Délais et voies de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy selon les modalités fixées à l'article R. 181-50 du code de l'environnement.